



# Éducation nationale

## Grève le 12 mars

Première étape d'un printemps de luttes !

février 2010

Le mécontentement chez les personnels de l'Éducation nationale est maintenant présent depuis longtemps. A force de faire passer des réformes sans vraie concertation et contre l'avis majoritaire des personnels ("rénovation" de la voie professionnelle, "réforme" du lycée, réformes Darcos dans le premier degré), à force de sombres coupes budgétaires qui dégradent les conditions de travail des personnels et d'études des élèves, **le ras le bol est devenu général !**

Ce ras le bol s'exprime aujourd'hui de la base. La mobilisation, partie avant les vacances d'hiver de Seine-Saint-Denis puis, étendue à l'académie de Créteil et à la Région parisienne, trouve des relais, aujourd'hui, dans d'autres académies. C'est le cas particulièrement à Aix-Marseille où des établissements se mobilisent.

### → Ras le bol de la dégradation de nos conditions de travail

Des classes de plus en plus chargées (+ 35 élèves en LGT, 30 en Bac pro, 24 parfois en CAP, seuils maximum non respectés en ZEP...), manque de remplacement dans le 1<sup>er</sup> et le 2<sup>nd</sup> degré, multiplication des tâches et des réunions sans prise en compte ni d'une revalorisation salariale ni d'une réduction légitime de notre temps de travail.

#### Face à cela la CGT Éduc'action revendique :

- des classes limitées à 24 élèves,
- une revalorisation immédiate de 70 points d'indice pour tous,
- une revalorisation de la grille de rémunération débutant à 2 600 €
- des personnels affectés volontairement aux missions de remplacement.

### → Ras le bol de la précarité

Le CDI n'est pas une assurance contre la précarité. Les contrats précaires se multiplient aujourd'hui dans l'Éducation nationale (CDD, contrats aidés...) et touchent tous les personnels (enseignants, agents, assistants d'éducation, EVS...).

#### Face à cela la CGT Éduc'action revendique :

- un plan de titularisation (comme promis par N. Sarkozy le 25 janvier à la télévision), par intégration dans la Fonction publique, de milliers de contractuels de l'Éducation nationale, sans condition de concours ni de nationalité mais avec une formation,
- la création d'un "statut" d'étudiant surveillant avec le retour à un recrutement académique et prise en compte de critères sociaux.

### → Ras le bol des suppressions d'emplois

(16 400 encore à la rentrée prochaine) et de la baisse continue des moyens : les dépenses d'éducation dans le PIB ont encore baissé d'un point cette année !

#### Face à cela la CGT Éduc'action revendique :

- un collectif budgétaire qui permette le rétablissement des emplois supprimés et la création des postes nécessaires (notamment dans le 1<sup>er</sup> degré),
- la prise en compte de la hausse démographique déjà réelle dans le 1<sup>er</sup> degré et qui fera sentir ses effets au collège et en lycée dans les toutes prochaines années,
- des moyens pour pouvoir travailler dans tous les établissements (écoles, collèges, LGT, LP).



## → Ras le bol des réformes à la hussarde

qui n'ont pour but que d'économiser des moyens et de transformer de façon libérale notre système public d'éducation.

### Face à cela la CGT Educ'action revendique :

- le retrait des décrets sur la réforme du lycée et la modification du fonctionnement des établissements du 2<sup>nd</sup> degré,
- une vraie réforme du lycée sans économie de moyens permettant la réussite de tous les élèves,
- une vraie rénovation de la voie professionnelle qui permette aux trois voies d'être traitées avec égale dignité et tenant compte des particularités de l'enseignement professionnel (durée des cursus notamment...),
- la mise en place d'une vraie réflexion pédagogique à l'inverse de ce qui se fait aujourd'hui où annulation et autonomie sont utilisées comme instruments de dérégulation qui mettent les personnels et les établissements en concurrence,
- l'abandon des réformes Darcos dans le 1<sup>er</sup> degré, la prise en compte des difficultés avec des moyens spécifiques donnés (RASED...),
- l'abandon de la masterisation et la mise en place d'une vraie formation de 2 ans comme fonctionnaires stagiaires avec un concours après la licence.

L'affectation des stagiaires telle qu'elle est prévue à la rentrée prochaine est un **VÉRITABLE SCANDALE**. Outre le fait qu'elle réduit le temps de formation, sa mise en place (différente selon les académies) revient à mettre les stagiaires 18 h devant élèves dans le 2<sup>nd</sup> degré tandis que les professeurs des écoles seront à temps complet une grande partie de l'année (soit 27 h !).

Tout cela a pour conséquence d'affirmer "**qu'enseigner ne serait pas un métier qui s'apprend**".  
Ce n'est pas acceptable !

## Les raisons de se mobiliser ne manquent pas.

L'intersyndicale du 2<sup>nd</sup> degré appelle à la **grève le vendredi 12 mars** contre les réformes en cours et les mauvaises conditions de travail. Elle se réunira au soir du 12.

Il faut discuter, dès maintenant, des suites en mettant en perspective la **journée interprofessionnelle de grève** (CGT, CFDT, FSU, SOLIDAIRES, UNSA) **du 23 mars sur les questions d'emplois, de salaires et de retraites** qui nous permettront clairement d'affirmer nos revendications !

**La CGT Educ'action appelle tous les personnels, du 1<sup>er</sup> comme du 2<sup>nd</sup> degré, à se mobiliser, à se réunir dans les établissements dès maintenant pour décider des conditions de mobilisations.**

**Elle appelle les personnels à se mettre en grève et à participer aux manifestations du 12 mars.**

**Le mois de mars sera celui de la réponse ferme des salariés contre la politique destructrice du gouvernement :**

# TOUS EN GRÈVE LE 12 MARS !



12 mars 2010

A remettre à un militant CGT ou à renvoyer à l'adresse ci-dessous

Je souhaite :  me syndiquer  prendre contact

Nom ..... Prénom .....

Adresse personnelle .....

Code postal ..... Commune .....

Grade ou corps ..... Discipline .....

Établissement .....

Code postal ..... Commune .....

Tél ..... E-mail .....

CGT Educ'action - 263, rue de Paris - case 549 - 93515 Montreuil cedex - Tél. : 01 48 18 81 47 - e-mail : unsen@ferc.cgt.fr